

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20240328-8284-DE-1-1  
Date de télétransmission : 29/03/2024  
Date de réception préfecture : 29/03/2024

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 28 MARS 2024**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,  
Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL.

**Excusés** : Madame DUHEN qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY.  
Monsieur MALFAIT.

**BEAURAINS - Avenue des Alpes Cession du centre social Chico Mendès au profit de la commune de Beaurains**

---

Direction politique clients et solidarités

Rapporteur : Mme [REDACTED]

---

Pas-de-Calais habitat est propriétaire d'un bâtiment à usage de Centre Social sis 2-4 Avenue des Alpes, lieudit « La Cité des 4 As », à BEAURAINS.

Par délibération en date du 26 novembre 1981, le Conseil d'administration a décidé, eu égard à la charge financière que représentent les centres sociaux pour l'Office, de les céder aux communes du lieu d'implantation.

Toutefois, le Centre Social « Chico Mendès » de Beaurains n'a pas été cédé à l'époque à la Commune car cette cession aurait entraîné le remboursement immédiat de l'aide directe de l'État, ainsi que probablement le solde des emprunts restant à courir à compter du transfert de propriété ainsi que l'aide indirecte intégrée à ces emprunts.

Dès lors, selon une délibération du Conseil d'administration en date du 21 novembre 1986, l'Office a proposé à la commune de BEAURAINS la mise à disposition du Centre

social au franc symbolique avec obligation de prise en charge des grosses réparations par la commune (annexe 1).

Suivant prêt à usage en date du 1<sup>er</sup> février 1988, Pas-de-Calais habitat a prêté gratuitement à la commune de Beaurains le "*Centre Social sis à Beaurains, lieudit "Les 4 As"*" pour une durée de 30 ans à compter du 1<sup>er</sup> février 1988 pour se terminer le 1<sup>er</sup> février 2018 (annexe 2).

L'Article 12 dudit prêt à usage prévoit : "*A l'expiration dudit "Prêt à usage", l'Office s'engage à rétrocéder le Centre Social au profit de la Commune pour le franc symbolique"*.

Par courrier en date du 26 décembre 2022, Monsieur le Maire de BEAURAINS a sollicité Pas-de-Calais habitat pour engager les démarches de cession (annexe 3).

Par délibération du Conseil municipal en date du 11 octobre 2023, Monsieur le Maire de BEAURAINS a été autorisé à signer tous les documents relatifs à cette rétrocession (annexe 4).

## **I – DESIGNATION DU BIEN**

Pas-de-Calais habitat est propriétaire de cet ensemble immobilier depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1982, année d'achèvement de ce bien.

Cet ensemble immobilier est constitué de :

- Au rez-de-chaussée : 5 salles d'activité, 8 bureaux, 1 cuisine, 1 tisanerie, 2 vestiaires, 1 accueil, 1 local poussette, 3 sanitaires et des rangements,
- Au 1<sup>er</sup> étage : un appartement de type III comprenant deux chambres, une cuisine, un séjour et un WC, d'une surface habitable d'environ 73 m<sup>2</sup>.

Toutefois, le premier étage du Centre social a été transformé par la Commune en local associatif. Une demande de changement d'usage a été faite auprès de la Préfecture. Suivant arrêté préfectoral en date du 9 février 2024, l'autorisation a été donnée à Pas-de-Calais habitat de procéder au changement d'usage du logement situé au 1<sup>er</sup> étage du centre social afin qu'il soit utilisé à des fins d'intérêt collectif (annexe 5).

Le Centre social est repris au cadastre section AN n°605 pour une contenance de 1 010 m<sup>2</sup> (annexe 6).

Par ailleurs, la parcelle de terrain constituant le terrain d'assiette de la voirie, des parkings et réseaux divers du Centre social a été rétrocédée à la commune de BEAURAINS suivant acte en date du 27 décembre 1988. Toutefois, une erreur matérielle sur la référence des parcelles cadastrales a été faite dans ledit acte. Il ne s'agit pas de la parcelle cadastrée section AN n°162 d'une superficie de 4257 m<sup>2</sup> mais plutôt des parcelles AN n°619 et 620 d'une superficie totale de 4257 m<sup>2</sup>. Une régularisation sera donc réalisée par le notaire chargé du dossier de cession du Centre social.

Au 31 décembre 2024, le CRD est à zéro et la VNC du bâtiment avec le terrain sera de 92 429.74 euros.

## II – LE PROJET DE LA COMMUNE

Le Centre social de BEAURAINS permet d'entretenir du lien social au sein de la commune, facilite l'émergence de projets sociaux, éducatifs et culturels.

La commune de BEAURAINS a un projet de restructuration du bâtiment pour permettre une meilleure qualité de service auprès des habitants. Elle souhaite repenser l'accueil du Centre et réorganiser les services.

## III – AVIS DES DOMAINES

Consulté le 7 mars 2023, le service local du domaine a émis une lettre-avis en date du 6 juin 2023 selon laquelle « *Les conditions financières de cette acquisition par la commune de Beaurains n'appellent pas d'observation de la part du Domaine dans la mesure où elles ont été acceptées lors de la contractualisation du prêt à usage en 1988* » (annexe 7).

Le prêt à usage prévoyant une cession à l'euro symbolique, et au vu du projet de la commune et de la charge de ce bâtiment pour l'Office, il est proposé de régulariser la cession à l'euro symbolique.

## IV - DECLARATION FISCALE

Pas-de-Calais habitat est soumis à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 206 1. du CGI mais partiellement exonéré de l'impôt par les articles 207 1. 4°, 208 6° et 210 E dudit Code.

Pour ces déclarations, Pas-de-Calais habitat est immatriculé auprès de la Direction des Grandes Entreprises (D.G.E.) 6, 8 rue Courtois à Pantin (93505).

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ décident la cession du Centre social sis Avenue des Alpes, « Lieudit la Cité des 4 As », à BEAURAINS, repris au cadastre section AN n°605, au profit de la commune de BEAURAINS moyennant l'euro symbolique, Les frais de notaire sont à la charge de l'acquéreur.
- ✓ autorisent la régularisation de l'erreur matérielle dans l'acte de cession en date du 27 décembre 1988 relative aux références cadastrales du terrain d'assiette de la voirie, des parkings, réseaux divers, du Centre social de BEAURAINS, et ce afin de remplacer la parcelle cadastrée section AN n° 162 par les parcelles n°619 et 620 d'une superficie de 4257 m<sup>2</sup>,
- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à signer l'acte de cession et toutes pièces nécessaires à la régularisation du dossier.

Décision adoptée à l'unanimité

DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
SEANCE DU 21 NOVEMBRE 1986

ARRAS  
- 9. JAN 1987  
PETER ROBERT

Président : Monsieur FATOUS

Présents : Mesdames CAPRON - GERME - LENOIR  
Messieurs DAMBRINE - DEBANDE - EDRIC - FACON - LEBEL - PETER ROBERT

Excusés : Messieurs BECART - CHOPIN - COQUELLE - SADOULET

|                |              |
|----------------|--------------|
| INVESTISSEMENT | EXPLOITATION |
| DEPENSES       | RECETTES     |

LVI - LIEVIN ZAC "Les Marichelles"  
BEAURAINS "Les 4 as"  
Mise à disposition des centres sociaux au profit des communes.  
(AV/Service foncier)

Par délibération en date du 26 novembre 1981, le Conseil d'Administration a décidé, eu égard à la charge financière que représentent les centres sociaux pour l'Office de les céder à la commune du lieu d'implantation.

Les dossiers de cession au profit des communes de LENS, MONTIGNY EN GOHELLE, OUTREAU et AVION sont régularisés.

Pour DOURGES et ST POL SUR TERNOISE les actes sont en cours de publication.

En ce qui concerne ST POL SUR TERNOISE, une convention de location au franc symbolique sera établie entre l'Office et la commune pour la mise à disposition du local de la chaufferie, après régularisation de l'acte de cession.

Seuls, les dossiers de cession au profit des communes de LIEVIN et de BEAURAINS présentent des difficultés.

En effet, ces cessions tombent sous le coup des dispositions du décret n° 85 1176 du 12 novembre 1985 ce qui entraînerait pour l'Office, le remboursement immédiat de l'aide directe de l'Etat ainsi que probablement le solde des emprunts restant à courir à compter du transfert de propriété ainsi que l'aide indirecte intégrée à ces emprunts.

Dans ces conditions, l'Office a proposé aux communes concernées la passation d'un bail au franc symbolique mais avec prise en charge des grosses réparations par les communes.

Pour BEAURAINS, la commune émet un avis réservé tant que l'ensemble des travaux sollicités ne soit pas terminé.

Pour LIEVIN, l'Office a recueilli l'accord en date du 19 juin 1986 du Conseil Municipal sur le projet de bail ci-joint.



Il est demandé aux membres de la commission de bien vouloir :

- 1) se prononcer sur la mise à disposition au profit de la commune de LIEVIN aux conditions reprises dans le projet de bail.
- 2) solliciter de Monsieur le Directeur Départemental de l' Equipement, l' autorisation de la présente cession de droits réels en application de l' article L 443.14 du code de la construction et de l' habitation.
- 3) m' autoriser ou éventuellement toute personne à signer le bail y afférent.

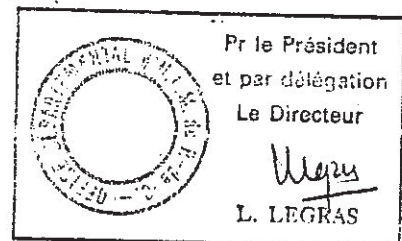
-----

La Commission des Investissements et des Programmes du 10 Octobre 1986 se prononce favorablement pour la mise à disposition au profit de la Commune de LIEVIN dans les conditions prévues au projet de bail.

En ce qui concerne BEAURAINS, Monsieur LEMAITRE convoquera Monsieur MOREAU et l'invitera à terminer les travaux.

-----

Le Conseil d'Administration ratifie la décision de la C.I.P.



PAS-DE-CALAIS  
Direction des Affaires Décentralisées  
Des Affaires Départementales  
5 DEC. 1986



Dix huitième rôle

PRET DU CENTRE SOCIAL PAR L'OFFICE D'HLM

AU PROFIT DE LA COMMUNE DE BEURAINS

Entre les soussignées :

L'office Public Départemental d'HLM du Pas de Calais, représenté par son Président, monsieur Léon FATOUS, autorisé à cet effet par délibération du Conseil d'Administration du 2 Octobre 1987 reçue à la Préfecture du Pas de Calais le 23 Décembre 1987.

Désigné ci-après "Le prêteur" et souscrivant à toutes les obligations lui incombant en vertu du présent acte

d'une part,

La Commune de BEURAINS, représentée par Monsieur DEBANDE Robert, autorisé à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 24 Septembre 1987 reçue à la Préfecture du Pas de Calais le 1er Octobre 1987, désigné ci après "l'emprunteur"

d'autre part,

Article 1 - Objet du prêt à titre de "prêt à usage"

le prêteur prête gratuitement, conformément aux articles 1875 et suivants du Code Civil, à l'emprunteur qui accepte, les biens ci-après désignés.

Article 2 - Désignation du bien prêté

un Centre Social sis à BEURAINS, lieudit "Les 4 As" sur un terrain de 5 267 m<sup>2</sup> et comprenant l'ensemble et annexes immobilières, tels qu'ils sont définis par les plans descriptifs rédigés pour l'exécution des travaux de construction par Monsieur CAUVET, Architecte à ARRAS, ainsi que cet ensemble se comporte sans aucune exception, ni réserve et sans qu'il soit besoin d'en faire ici plus ample description (jointe aux présentes).

le tout désigné ci-après "Les biens prêtés"

Article 3 - Usage

L'emprunteur s'oblige expressément à n'utiliser les biens prêtés qu'à l'usage suivant :

Toutes activités pouvant dépendre du Centre Social et ne présentant aucun risque pour sa conservation.

Article 4 - Durée

Le présent prêt est fait pour une durée de trente ans à compter du 1er février 1988. En conséquence, l'emprunteur s'oblige à rendre au prêteur les biens prêtés au plus tard, le 1er février 2018.



#### Article 5 - Livraison - Jouissance

L'emprunteur prendra à titre de livraison possession des biens prêtés et il en aura la jouissance à compter du 1er Février 1988.

#### Article 6 - Obligation de l'emprunteur

##### a) Assurance (incendie mobilier)

La Ville de BEAURAINS réglera en sus à l'Office Public Départemental d'HLM du Pas de Calais le montant de la prime d'assurance incendie de l'immeuble.

La Ville de BEAURAINS devra faire son affaire de l'assurance de son mobilier, des risques locatifs et de recours des voisins. En cas de sinistre, la ville de BEAURAINS ne pourra réclamer à l'Office Public Départemental d'HLM du Pas de Calais aucune indemnité pour privation de jouissance pendant le temps nécessaire à la reconstruction.

##### b) Abonnements

La ville de BEAURAINS acquittera les frais d'abonnement et de consommation d'eau, de gaz et d'électricité, les redevances de chauffage ainsi que les contributions incombant légalement au locataire.

##### c) Entretien

La Ville de BEAURAINS procédera à la surveillance et à l'entretien des installations d'eau, de WC et de lavabos dont les locaux sont équipés.

La Ville de BEAURAINS devra jouir des lieux en bon père de famille et sera tenue de laisser visiter ceux-ci par tous représentants de l'Office Public Départemental d'HLM du Pas de Calais accrédités par le Conseil d'Administration dudit Office.

##### d) Chauffage

En ce qui concerne les installations, la Ville de BEAURAINS devra faire son affaire personnelle de toutes les réparations qui devraient être nécessaires quelles qu'en soient la nature ou l'importance.

#### Article 7 - Grosses réparations

L'Office d'HLM du Pas de Calais est tenu d'effectuer pour le compte de la Commune les grosses réparations telles qu'elles sont définies par l'article 606 du Code Civil. Celles ci seront supportées financièrement en totalité par la Commune

#### Article 8 - Entretien du centre Social

La commune de BEAURAINS assurera l'entretien, le gardiennage ainsi que les réparations du centre en question.

#### Article 9 - transformations

La ville de BEAURAINS ne pourra faire aucun changement, démolition, construction ou percement dans les lieux, sans le consentement préalable exprès et par écrit de l'Office Public Départemental d'HLM du Pas de Calais et s'il le juge bon sous la surveillance de son architecte.

Article 10 - Garantie décennale

La réception définitive des travaux du Centre Social ayant été effectuée le 17 Avril 1982, la garantie décennale vis à vis des entreprises se poursuivra jusqu'au 17 Avril 1992

Article 11 - Résiliation de la convention du 1er Mai 1982

La convention de location conclue le 1er Mai 1982 entre l'Office Public Départemental d'HLM et la Commune est résiliée à compter de ce jour.

Article 12 - Expiration du "Prêt à usage"

A l'expiration dudit "Prêt à usage", l'Office s'engage à rétrocéder le Centre Social au profit de la Commune pour le franc symbolique.

Fait à ARRAS, le 4 FEVR. 1988

P/Le Président  
de l'Office Public Départemental  
d'HLM du Pas de Calais,

Le Maire de BEAURAINS,



Le Directeur des Investissements

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "J. M. ...".



A handwritten signature in dark ink, appearing to be "M. ...".



Pas de calais habitat  
Monsieur le Président  
4 Avenue des droits de l'homme  
62000 ARRAS

Beaurains, le 26 décembre 2022

Objet : fin du bail / cession à l'euro symbolique  
PJ : Convention n° 355-1-04-01-01-001 H-01 H.  
Délibération du 24/09/1987

Monsieur le Président,

En date du 25 septembre 1987, le conseil municipal de la commune de Beaurains délibérait pour autoriser la signature d'une convention de « prêt à usage », d'une durée de 30 ans, pour la mise à disposition du centre social par l'Office Public Départemental d'HLM à la commune de Beaurains.

Au terme de la durée du prêt, soit au 1<sup>er</sup> février 2018, il était prévu une rétrocession au profit de la commune pour le « franc symbolique ». Vous trouverez en pièce jointe une copie des documents.

Je constate à ce jour que cette rétrocession n'a pas été actée.

Je vous sollicite aujourd'hui afin d'engager, ensemble, les démarches nécessaires pour nous permettre d'intégrer cet équipement et les terrains concernés dans l'actif de la commune.

Je reste, ainsi que mes services, à votre entière disposition et je vous prie de croire, en mes sincères salutations.

  
Maire,  
Vice-président de la CUA.



Conseillers en exercices :.....29  
Présents :.....20  
Excusés :.....6  
Absents :.....3  
Votants :.....26

L'an deux mil vingt trois, le onze octobre, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en Mairie, salle du Conseil - Mairie de Beaurains après convocation légale 05/10/2023, sous la présidence de **M. ANSART Pierre, Maire**.

**OBJET : CHANGEMENT D'USAGE DU 1<sup>ER</sup> ÉTAGE -  
CENTRE SOCIAL MUNICIPAL CHICO MENDES**

**PRESENTS** : M. ANSART Pierre, Mme BENOIT Maryline, M. BERGOGNON Bruno, Mme CAPET Carine, Mme DERAËVE Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, M. GACI Jérémy, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. IBISEVIC Kémal, Mme LE GARDIEN Christine, M. PETIT Jean-Louis, M. SIMON Reynald, Mme TENAGLIA Gwénola, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme DUPOND-WALLET Anne

**EXCUSES / PROCURATIONS** : Mme LANCE BARSACQ Emilie donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme LETUPPE Sylvie donne pouvoir à Mme FRUCHART Christelle, M. MOUTON Patrice donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à Mme CAPET Carine, M. SCOAZEC Jean-Jacques donne pouvoir à M. HARMEGNIES Jean-Thierry, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. ANSART Pierre

**ABSENTS** : Mme BETREMIEUX Christina, M. HURET Hervé, Mme TOURNEMAINE Myriam

**M. HARMEGNIES Jean-Thierry est élu Secrétaire de séance**

**Monsieur ANSART expose :**

Dans le cadre de la procédure de rétrocession du Centre Social Municipal Chico Mendès, propriété de Pas-de-Calais Habitat (délibération du 21 novembre 1986) à la ville pour l'euro symbolique il convient de procéder au changement d'usage du logement situé au premier étage du bâtiment qui est aujourd'hui utilisé en « Équipement d'intérêt collectif et services publics ».

La décision concerne l'étage de l'ensemble immobilier repris au cadastre section AN n°605 pour une contenance totale de 1 010 m<sup>2</sup>.

Compte tenu de ce qui précède, je vous propose :

- De m'autoriser à signer les documents relatifs à cette rétrocession.

Le rapport est adopté avec 22 voix pour et 4 abstentions (MM. EVRARD, RENARD pouvoir à Mme CAPET, Mmes LANCE pouvoir à M. EVRARD, CAPET)

Pour extrait conforme,

Fait à Beaurains, le 12/10/2023

Décision rendue exécutoire par la publication et la réception en Préfecture le 18/10/2023

Le Maire,  
Pierre ANSART





**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
13 Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
et de la mer du Pas-de-Calais**

Service Habitat Renouvellement Urbain

ARRAS, le **09 FEV. 2024**

**ARRÊTE PRÉFECTORAL PORTANT AUTORISATION DE CHANGEMENT D'USAGE**

**Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L443-11 avant dernier alinéa ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) à compter du 10 août 2022 ;

**Vu** le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2023-10-93 du 19 décembre 2023 accordant délégation de signature à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-10-54 du 1er septembre 2023 accordant délégation de signature à Monsieur François FLAHAUT, secrétaire général adjoint de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet en charge de la cohésion sociale et de la jeunesse ;

**Vu** la circulaire n°98-96 du 22 octobre 1998 relative aux démolitions de logements locatifs sociaux, à la programmation des logements PLA construction-démolition et au changement d'usage de logements locatifs sociaux ;

**Vu** la circulaire n°2001-77 du 15 novembre 2001 relative à la déconcentration des décisions de financement pour démolition et changement d'usage de logements locatifs sociaux ;

**Vu** la délibération du Conseil d'Administration de la Société Pas-de-Calais Habitat en date du 30 juin 2023 par laquelle il a été décidé de procéder au changement d'usage du logement situé au 2-4 avenue des Alpes sur le territoire de la commune de Beaurains ;



**Vu** la délibération du Conseil Municipal de la commune de Beaurains en date du 11 octobre 2023 donnant un avis favorable pour ce changement d'usage ;

**Vu** l'attestation de vacance en date du 30 janvier 2024 précisant que ce logement est libre de toute occupation ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer :

### **Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sans préjudice des dispositions du Titre III du Livre IV du Code de l'Urbanisme, la Société Pas-de-Calais Habitat est autorisée à procéder au changement d'usage du logement situé au premier étage du bâtiment situé 2-4 avenue des Alpes sur le territoire de la commune de Beaurains afin qu'il soit utilisé à des fins d'intérêt collectif.

**Article 2** : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Monsieur le Maire de la commune de Beaurains et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société Pas-de-Calais Habitat.

Le préfet,  
Pour le Préfet  
Le Sous-Préfet en charge de la  
cohésion sociale et de la jeunesse  
Secrétaire Général adjoint  
François FLAHAUT

Département :  
PAS DE CALAIS

Commune :  
BEAURAINS

Section : AN  
Feuille : 000 AN 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 21/02/2023  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC50  
©2022 Direction Générale des Finances  
Publiques

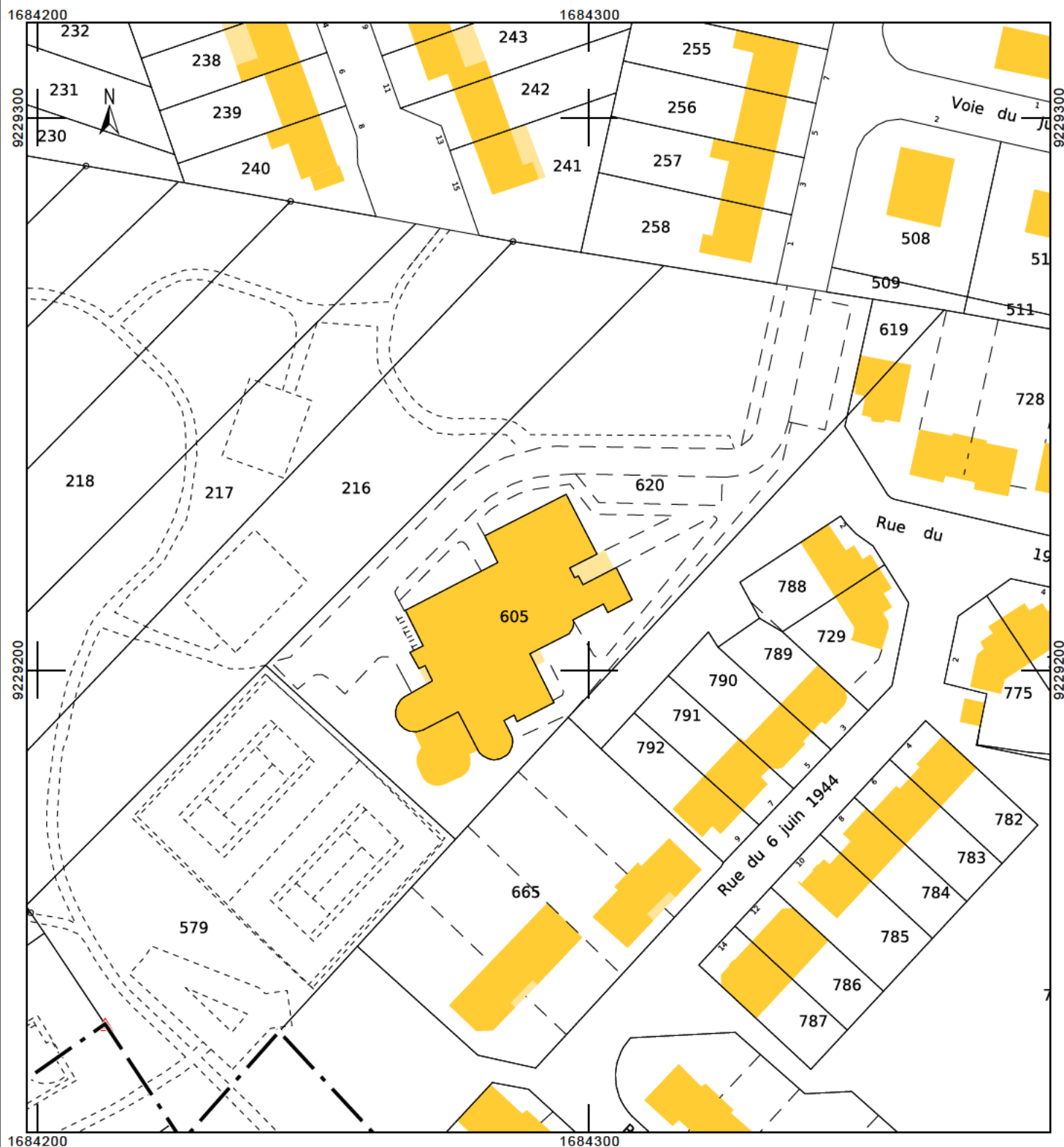
## DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

### EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
Pole de Topographie et de Gestion  
Cadastrale  
ARRAS - SAINT POL 10 rue Diderot  
62034  
62034 ARRAS Cedex  
tél. 03.21.24.68.68 -fax  
ptgc.620.arras@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





Direction Générale des Finances Publiques  
Direction Départementale des Finances Publiques  
du Pas-de-Calais  
Pôle d'Évaluation Domaniale du Pas-de-Calais  
Immeuble Foch  
5 rue du Docteur Brassart  
62034 ARRAS cedex  
mél. : ddvip62.pole-evaluation@dgfp.finances.gouv.fr

Le 6 juin 2023

Le Directeur Départemental des Finances  
Publiques du Pas-de-Calais

POUR NOUS JOINDRE

à  
Pas-de-Calais Habitat  
4 avenue des droits de l'Homme  
CS 20926  
62000 ARRAS

Réf DS: 11579297  
Réf OSE : 2023-62099-17943

## LETTRE – AVIS DU DOMAINE

Objet : rétrocession d'un bien à la commune de Beaurains dans le cadre d'un prêt à usage

Vous avez fait l'acquisition le 26 août 1980 d'un terrain d'une contenance de 5 267 m<sup>2</sup>, cadastré initialement AN 215, en vue d'y construire un centre social dénommé « centre social Chico Mendès », centre construit par Pas-de-Calais Habitat dans les années 80.

Un prêt à usage a été consenti à la commune de Beaurains le 1<sup>er</sup> février 1988 lui donnant ainsi le droit d'utiliser gratuitement ce bien jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2018.

Dans son article 12 le prêteur s'est engagé à rétrocéder ce bien à la commune de Beaurains pour le franc symbolique à l'expiration dudit prêt.

Ce contrat de prêt contenant une promesse de vente à un prix prédéfini n'a donné lieu à aucune consultation des Domaines avant son établissement.

Le contrat de prêt étant désormais éteint vous avez sollicité, par demande DS du 07 mars 2023, l'estimation de la valeur vénale de cet ensemble immobilier.

Les conditions financières de cette acquisition par la commune de Beaurains n'appellent pas d'observation de la part du Domaine dans la mesure où elles ont été acceptées lors de la contractualisation du prêt à usage en 1988.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques  
et par délégation,